

Pour diffusion immédiate
Le jeudi 21 février 2008

Monsieur le premier ministre McGuinty : il est temps de réassumer les coûts de la santé publique!

Une nouvelle campagne fait pression sur la Province pour qu'elle se « recharge » des coûts de la santé publique

OTTAWA – Une nouvelle campagne communautaire exerce des pressions sur le gouvernement provincial pour qu'il reprenne en charge les coûts de divers programmes sociaux et de santé exécutés par les municipalités, en commençant par la santé publique.

« Il est temps que la Province reprenne la responsabilité du coût des services dont elle s'est déchargée aux dépens des municipalités », a déclaré Dondji Kapalati d'IVTF, l'Initiative : une ville pour toutes les femmes & Karibu Canada. « Les Villes ontariennes paient actuellement 25 pour cent des coûts de la santé publique. Pour Ottawa, cela représente 9,7 M\$ à même son budget pour d'importants programmes de santé publique. »

IVTF, la Coalition pour un mieux-être à Ottawa et la Coalition des Centres des ressources et de santé communautaires d'Ottawa travaillent en équipe pour recueillir 5000 cartes postales au cours des deux prochaines semaines, avant que le gouvernement libéral de l'Ontario présente son prochain budget. Les cartes postales portent la revendication : « Monsieur le premier ministre McGuinty : il est temps de réassumer les coûts de la santé publique! » Elles seront livrées en personne au bureau de circonscription d'Ottawa Sud du premier ministre au début du mois de mars.

« La santé de ma communauté dépend de la reprise en charge par la Province des coûts des programmes dont elle s'est déchargée aux dépens des communautés au milieu des années 1990, » dit Phil Robinson, de la Coalition pour un mieux-être à Ottawa.

« Nous comptons tous sur les services de santé publique comme les infirmières hygiénistes, l'éducation en matière de santé et la prévention des maladies, » a dit Robinson. « La Ville d'Ottawa a un rôle important à jouer dans la prestation de ces services, mais on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle en paie le coût. »

L'Ontario est la seule province au Canada dans laquelle des services sociaux aussi importants sont financés à partir des impôts fonciers locaux. La Ville d'Ottawa réclame actuellement que la Province reprenne en charge 100 % des coûts de la santé publique et qu'elle corrige le déséquilibre financier dans d'autres programmes à frais partagés, comme la garde d'enfants et les soins de longue durée.

« La Province s'est déchargée du coût de plusieurs programmes sociaux aux dépens des Villes sans leur donner de nouveaux moyens de réunir des fonds, » a dit Aileen Leo,

de la Coalition des Centres des ressources et de santé communautaires d'Ottawa. « Il est temps que la Province se “recharge” de la responsabilité de la totalité du coût de ces services. »

Les municipalités fournissent 60 % des services publics. Toutefois, les gouvernements municipaux ne reçoivent que 8 cents de chaque dollar fiscal payé par les Canadiens et Canadiennes, tandis que les gouvernements fédéral et provincial en reçoivent 92. Les Villes doivent donc choisir entre une augmentation d'impôts fonciers et de frais imposés aux usagers, et une diminution d'importants services communautaires – ceci au moment où les gouvernements fédéral et provincial réalisent des surplus budgétaires.

« Réassumer la responsabilité du coût de la santé publique dans le budget de 2008 est un pas dans la bonne voie, » dit Nubia Cermeno d'IVTF. « Nous ne pouvons pas dépendre uniquement des impôts fonciers ou des frais d'utilisation du transport en commun et des loisirs pour joindre les deux bouts. Que l'ère de la reprise en charge commence! »

-30-

Contacts :

Dondji Kapalati, francophone, Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF) & Karibu Canada, 613 565 2641

Phil Robinson, anglophone, la Coalition pour un mieux-être à Ottawa, 613 858 7806

Aileen Leo, anglophone, Coalition des Centres des ressources et de santé communautaires d'Ottawa, 613 237 3092

Nubia Cermeno, anglophone, IVTF, 613 232 9634 ext 306

Documents de campagne disponibles en ligne aux adresses suivantes :

Initiative : une ville pour toutes les femmes, www.cawi-ivtf.org